
S É N A T

2° SESSION ORDINAIRE 1963-1964

Service des Commissions.

BULLETIN DES COMMISSIONS

AFFAIRES CULTURELLES

Jeudi 9 avril 1964. — *Présidence de M. Louis Gros, président.*

— La Commission a entendu M. Gaston Palewski, Ministre d'Etat chargé de la Recherche scientifique et des questions atomiques et spatiales, sur les problèmes qui concernent son département.

Le ministre a d'abord souligné l'importance de la Recherche scientifique dans notre ère de révolution technique. Rappelant une réflexion célèbre d'Oppenheim, il a indiqué que 90 % des savants et des chercheurs qui ont existé depuis qu'il y a une science et une recherche sont aujourd'hui en vie.

M. Palewski a ensuite examiné successivement la Recherche dans la vie nationale, c'est-à-dire les conséquences de ses résultats sur la vie économique, la relation entre la Recherche et l'Université, enfin les problèmes de coopération internationale en matière de Recherche.

Le ministre a souligné le caractère favorable de l'évolution des budgets de Recherche depuis plusieurs années tout en reconnaissant que la France consacre encore une proportion assez faible de son revenu national à l'ensemble de la Recherche scientifique.

L'avenir de notre pays et de l'homme en général est tributaire de la Recherche qui porte en elle les grandes espérances de

demain ; par exemple le problème de la faim pourra être résolu par une meilleure utilisation des ressources alimentaires des océans et certaines maladies vaincues grâce aux recherches biologiques.

Aux yeux du ministre, la coopération internationale en matière de Recherche est non seulement souhaitable mais encore nécessaire, toute fragmentation ne pouvant aboutir qu'à une sclérose.

Le ministre a accepté de revenir devant la commission pour préciser tel ou tel point d'un exposé qui lui a permis de traiter l'ensemble des problèmes de la Recherche.

AFFAIRES SOCIALES

Jeudi 9 avril 1964. — *Présidence de M. Roger Menu, président.* — Ont été nommés rapporteurs :

— M. Marcel Lambert, pour la proposition de loi (n° 88, session 1963-1964), de MM. Garet et Longchambon, tendant au maintien du contrat de travail pour le personnel s'absentant pour satisfaire à des obligations de défense civile ;

— M. Léon Messaud, pour la proposition de loi (n° 92, session 1963-1964), de M. Carcassonne, tendant à modifier l'article 29 a du Livre I^{er} du Code du travail ;

— M. Roger Menu, pour la proposition de loi (n° 125, session 1963-1964) de M. Menu, tendant à modifier l'article 1^{er} du Livre IV du Code du travail, relativement à la compétence des conseils de prud'hommes.

M. Raymond Bossus a été nommé rapporteur pour avis de la proposition de loi (n° 232, session 1962-1963) tendant au remplacement de l'appellation « Assistance publique » par « Administration hospitalière et sociale de la ville de Paris ».

La commission a ensuite procédé à la désignation de sept candidats titulaires et de sept candidats suppléants, pour la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi modifiant et complétant le Code du travail dans les territoires d'outre-mer.

Ont été désignés :

Titulaires : MM. Grand, Lagrange, Lemarié, Levacher, Menu, de Pompery, Sinsout.

Suppléants : MM. Bossus, Burret, Fournier, Guillou, Lambert, Lévêque, Pinton.

LOIS CONSTITUTIONNELLES, LEGISLATION,
SUFFRAGE UNIVERSEL,
REGLEMENT ET ADMINISTRATION GENERALE

Jeudi 9 avril 1964. — *Présidence de M. Raymond Bonnefous, président.* — La commission a nommé :

— M. Zussy, rapporteur du projet de loi (n° 111, session 1963-1964) modifiant l'article 260 du Code pénal ;

— M. Vignon, rapporteur du projet de loi (n° 112, session 1963-1964) étendant aux territoires d'outre-mer les dispositions prévues aux articles 104 à 108 du Code pénal ;

— M. Molle, rapporteur de la proposition de loi (n° 110, session 1963-1964) tendant à modifier certaines dispositions du Code civil relatives aux rapports à succession, à la réduction des libéralités excédant la quotité disponible et à la nullité, à la rescision pour lésion et à la réduction dans les partages d'ascendants ;

— M. Fosset, rapporteur de la pétition n° 17.

A la demande du président, la commission a ensuite procédé à un échange de vues sur les décrets du 14 mars 1964 relatifs à la réforme administrative. MM. Baratgin, Champeix, Héon, Guy Petit et Prélot ont pris part à cette discussion à l'issue de laquelle il a été décidé de demander l'audition de M. Louis Joxe, Ministre d'Etat chargé de la réforme administrative.